

# Crise planétaire et crise alimentaire

**Jean Ziegler**

*Auteur de La haine de l'Occident (Le Livre de poche, 2010)*

*Jean Ziegler n'a pas pu, faute de temps, relire et valider cette retranscription de son intervention mais nous a autorisés à la publier.*

La crise alimentaire, c'est le massacre quotidien par la faim de dizaines et de dizaines de milliers de personnes. Elle est paradigmatique de l'ordre cannibale du monde que nous vivons. Dans l'article 8 de la convention des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, le droit humain à l'alimentation se définit normativement ainsi : «Le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie physique et psychique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne.» C'est, parmi tous les droits humains, certainement celui qui est le plus brutalement, le plus cyniquement, et, de façon la plus permanente, violé aujourd'hui sur cette planète. Je donne des chiffres que tout le monde connaît : toutes les cinq secondes, un enfant au-dessous de dix ans meurt de faim ; 37 000 personnes meurent de faim tous les jours ; et près d'un milliard de personnes (826 millions) sont en permanence gravement sous-alimentées, invalides, n'ont pas de travail familial, sont mutilées par la faim. Toutes les quatre minutes, quelqu'un perd la vue par manque de vitamine A. Et ainsi de suite. *Le World Food Report* de la FAO—l'organisation pour l'agriculture et l'alimentation, des Nations unies, qui donne année après année, au mois d'avril, les chiffres des martyrs, des

victimes en nombre rapidement croissant—affirme que l’agriculture mondiale, dans l’étape actuelle du développement de ses forces de production, pourrait nourrir sans problème 12 milliards d’individus. Nous sommes 6,7 milliards sur la planète, il n’y a donc aucune fatalité. Marx a eu souvent raison mais, sur un point, il s’est trompé. Il est mort en 1883 et jusqu’à la fin il a pensé que, pendant des siècles encore, le manque objectif allait accompagner l’humanité (comme il disait : le couple abominable de l’esclave et du maître lutte pour les biens insuffisants pour tous les besoins universels). Toute sa théorie de la division internationale du travail, comme sa théorie de la lutte des classes et de la caractéristique agonale de l’État, est basée sur cette hypothèse du manque objectif. Or, il n’y a plus aujourd’hui de manque objectif sur cette planète. L’agriculture mondiale (je prends cet exemple, vous pouvez en prendre beaucoup d’autres), les forces de production de l’humanité se sont extraordinairement potentialisées et, aujourd’hui, 12 milliards d’êtres humains—le double pratiquement de l’humanité—pourraient être nourris normalement. Conclusion : un enfant qui meurt de faim au moment où nous parlons est assassiné. Et si nous restons une heure ensemble, ce seront 1 200 enfants, et ainsi de suite.

### **Quelles sont les causes de ce massacre ?**

Il n’y a donc plus de fatalité. Mais le problème du massacre quotidien de la faim va croissant. Si vous prenez la courbe démographique et celle des victimes de la faim, cette dernière dépasse la courbe de la croissance démographique. L’ordre cannibale du monde est donc caractérisé par une monopolisation tout à fait extraordinaire des richesses de la planète. 50,8% du produit mondial brut en 2009, des richesses produites sur la planète, des services, des capitaux, des marchandises, des brevets, etc., ont été contrôlés par les 500 plus grandes sociétés transcontinentales privées du monde ! Celles-ci fonctionnent—ce qui est tout à fait normal—selon le principe de la maximalisation du profit et elles échappent évidemment à tout contrôle social quelconque. Ces oligarchies du capital financier globalisé sont très peu nombreuses mais elles ont un pouvoir comme jamais un pape, un empereur ou un roi n’en a eu dans l’histoire de l’humanité.

Quelles sont les causes de ce massacre quotidien par la faim qui s’exerce dans une normalité glacée, jour et nuit, sur notre planète ?

Pour simplifier, je sépare l’humanité en population rurale (celle qui produit sa nourriture) et population urbaine (celle qui doit acheter sa nourriture). Sartre disait : «La réalité est toujours impure». Et ce type de séparation n’est pas pur et n’est pas scientifiquement inattaquable, puisque 43% des paysans du monde doivent, à certains moments, avoir recours à l’achat, au marché. Par exemple, au Sahel, une récolte dure huit mois, dix mois maximum, et pour la jointure des deux mois restants, le paysan doit acheter ce qui manque. Donc

on peut contester cette distinction sur le plan scientifique, mais je la maintiens pour identifier les comptabilités.

Pour la population rurale (3,2 milliards, un peu plus de la moitié de la population du monde... ce sont les métayers, les cueilleurs, les chasseurs, les pêcheurs, les travailleurs agricoles, les propriétaires qui vivent de la terre), quelques raisons structurelles sont immédiatement identifiables ? D'abord le *dumping* agricole provoqué par les pays industrialisés... Les pays de l'OCDE, l'année dernière, ont payé 345 milliards de dollars de subventions à leurs producteurs agricoles pour la production et l'exportation ; ce qui fait que, sur n'importe quel marché africain, Sandakan ou Dakar, par exemple, vous pouvez acheter—cela varie selon la saison—les fruits, légumes, etc., grecs, français, portugais, allemands, pour le tiers ou la moitié du prix du produit africain correspondant ! Quelques kilomètres plus loin, le paysan wolof ou bambara ou tukulëër, s'épuise au travail avec sa femme et ses enfants, pendant dix heures par jour sous un soleil brûlant, et n'a pas la moindre chance d'arriver à un minimum vital convenable. Si les survivants—ceux qu'on appelle les réfugiés de la faim—essaient d'atteindre, à 2000 km, la partie du sud des Canaries, frontière sud de l'Europe, ou marchent à travers le Sahara, longent une partie de la côte tunisienne ou libyenne pour tenter de rejoindre Lampedusa, l'Europe, par ses organisations militaires, avec des hélicoptères, des bateaux rapides, les rejette dans la mer ou les intercepte et puis les renvoie à l'eau... L'hypocrisie des commissaires de Bruxelles, notamment, est abyssale : ils organisent la faim sur le continent africain et rejettent les survivants à la mer. Physiquement, pour prendre un exemple, le tiers à peu près des 32 000 personnes arrivées aux Canaries ont été refoulées par le gouvernement espagnol en 2009, et le même rapport dit qu'il faut y ajouter environ un tiers disparu dans les flots.

Le deuxième problème est le manque de terre. L'année dernière, 41 millions d'hectares de terre arable africaine ont été achetés ou loués pour 99 ans, le plus souvent dans des conditions tout à fait scandaleuses, par des *hedge funds*, capitaux de la banque de New York, etc., ou par les Sud-Coréens à Madagascar ou par des fonds d'État. Ce sont des terres arables qui ont assuré la subsistance—mauvaise souvent—mais la subsistance d'une population paysanne ancestrale. La Banque mondiale, la Banque européenne des investissements, et d'autres banques, de grosses banques privées—c'est la logique capitaliste dans toute sa dimension meurtrière—financent ce vol de terre avec un argument qui, apparemment, n'est pas contestable : celui de la productivité. Il est vrai qu'au Sahel, au Burkina Faso, au Niger... , la productivité est faible. Une année normale (quand il n'y a ni les crickets, ni la sécheresse, ni la guerre civile, etc.) elle est de 600 à 700 kg de céréales par hectare. Mais une «année normale» est rare dans ces régions du monde. En Bretagne, en Suisse, au Bade-Wurtemberg en Allemagne, ce sont 10 tonnes par hectare. La Banque

mondiale pense donc que puisque les paysans africains ont une productivité très faible, mieux vaut remettre les terres arables déjà rares sur la planète entre les mains des groupes financiers qui sont capables de les rendre réellement productives. Pour prendre un exemple des conséquences immédiates, l'Agence de l'énergie de Lausanne a acheté 28 000 hectares en Sierra Leone et 9 000 familles de riziculteurs vivant sur ces 28 000 hectares se retrouvent dans des bidonvilles. C'est *free town*, l'expulsion, la prostitution enfantine, les rafles, et la sous-alimentation. C'est ainsi que la Banque mondiale justifie le financement croissant du rapt des terres en Afrique mais aussi en Asie du Sud. On détruit des hommes, des femmes, des enfants, par dizaines et probablement par centaines de milliers.

La croissance de la faim, la destruction par la faim et la sous-alimentation d'une partie de la population rurale s'expliquent par une troisième raison : la dette extérieure. La dette extérieure des 122 pays dits du « tiers monde » était, au 31 décembre 2009, de 2 100 milliards de dollars. Pour les cinquante-deux pays les plus pauvres—c'est une catégorie des Nations unies : *Least Developed Countries*—, cela signifie que toutes les exportations sont absorbées par la dette pour le paiement des intérêts, le refinancement ; en effet, la dette extérieure doit être financée en devises et non en monnaie nationale. La conséquence est que l'investissement des États des 53 pays du continent africain et de ses îles dans l'agriculture de subsistance est extrêmement faible : 3,2% l'année dernière. 3,8% des terres sont irriguées en Afrique noire (plus de 18% en Asie) ; le reste de l'agriculture dépend de la pluie comme il y a 3 000 ans, avec tous les aléas et les risques qui se concrétisent très souvent et qui produisent des catastrophes.

## Explosion des prix alimentaires

Dans les populations urbaines, 2,2 milliards de personnes sont en deçà du seuil de l'extrême pauvreté, soit 1,25 dollar par jour, selon les critères de la Banque mondiale. Mais très, très souvent, dans les bidonvilles de Lima ou à Karachi, on a beaucoup moins de 1,25 dollar par personne. Les prix alimentaires ont terriblement augmenté. On l'a vu récemment dans la magnifique révolution tunisienne qui est évidemment animée par le besoin de liberté, par l'insupportable situation d'humiliation et de pillage d'abord provoquée par les truands Ben Ali/Travelsi. Mais la baguette de pain, qui est un produit de base en Tunisie, ou la galette en Égypte, joue un rôle important. Or, la tonne de blé-meunier a doublé en une année ! Elle est actuellement à 270 euros la tonne. En Tunisie, la baguette a triplé, en un an ! Cette révolution, qui a des multiples racines, est due, entre autres, à l'explosion des prix du blé. On n'osait même pas en rêver et elle se produira peut-être demain au Maroc, en Égypte, etc. Mystère de l'histoire dont parle Immanuel Wallerstein et qui échappe totalement au prédéterminisme.

Les prix alimentaires ont explosé pour le riz, le maïs et le blé, les trois aliments de base, les *staple food*, qui couvrent 75% de la consommation mondiale.

Deux raisons expliquent cette explosion. Nous pouvons reprendre Sartre: «La réalité est toujours impure». Une multitude de causalités s'entrecroisent... Deux sont déterminantes. Certes, il y a eu les incendies en Russie, l'arrêt des exportations russes et ukrainiennes; il y a eu les catastrophes climatiques chez un troisième producteur important de céréales, l'Australie.

La première raison de cette explosion de prix des aliments de base (63% sur deux ans pour le maïs, 82% pour le riz et le blé) est la spéculation boursière, qui est un mécanisme capitaliste paradigmatique. La crise financière 2008-2009 a fait que les grands spéculateurs des grandes banques, des *hedge funds*, etc., ont déserté les bourses financières (les Oxford Exchange, etc.) et migré sur les bourses des matières premières agricoles. La financiarisation des marchés alimentaires a donc produit la titularisation des comptes à terme qui font exploser les prix. Les *hedge funds* font des profits astronomiques. Le rapport Flassbeck (ancien secrétaire d'État de Lafontaine, à Berlin, et économiste en chef de la CNUCED—la conférence des Nations unies pour le commerce et le développement—) dit, qu'en 2009, 37% de l'augmentation des prix des trois aliments de base étaient dus uniquement à la spéculation. En Suisse, l'UBS ou le Crédit suisse, font de la publicité aux guichets pour un «*exchange certificate on rice*», c'est-à-dire des certificats concernant le riz; n'importe qui, des fonds de pension, un individu, peut acheter des parts spéculatives boursières... «*exchange certificate on rice*»—c'est le titre officiel—avec 30 à 40% de plus-value assurés.

C'est donc la première raison de l'explosion des prix qui fait que, selon la Banque mondiale qui reste très prudente, «plusieurs centaines de millions de personnes de plus sont poussées vers l'abîme de la faim». Ce n'est pas encore vraiment quantifié! Et cela s'ajoute au massacre quotidien que j'ai indiqué initialement.

La deuxième raison, c'est qu'«il manque des agrocarburants». Les Américains des États-Unis ont brûlé l'année dernière 144 millions de tonnes de maïs et des centaines de millions de tonnes de blé pour en faire des agrocarburants (biodiesel ou bioéthanol). Bush a initié ce choix avec des milliards de subvention de Washington... et Obama l'a reconfirmé et s'est expliqué devant le Congrès, dans le premier *State of the Union Adress*, l'année dernière: si on veut respirer, lutter contre l'énorme pollution aux États-Unis, notamment le long de la côte orientale, il faut substituer à l'énergie fossile l'énergie végétale, et se libérer de la dépendance du pétrole étranger. Les États-Unis brûlent 20 millions de barils de pétrole par jour; 8 millions sont produits par l'Alaska et le Texas, 60% sont importés de régions à risques particulièrement élevés, ce qui oblige les États-Unis à maintenir un appareil militaire extraordinairement coûteux. Réduire la dépendance du pétrole étranger, lutter contre l'air irrespirable, ce sont des objectifs compréhensibles. Mais, sur une planète où toutes

les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim, brûler de la nourriture pour en faire de l'agrocaburant est un crime contre l'humanité.

L'urgence de l'aide humanitaire est un autre drame qui reflète le capitalisme dans son cynisme le plus total. Le 22 octobre 2008, à l'Élysée, les seize chefs d'État et de gouvernement de la zone euro se sont réunis. Le soir du 22 octobre, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, sur le perron de l'Élysée, ont déclaré : nous avons libéré 1 700 milliards d'euros pour remobiliser le crédit bancaire et pour augmenter de 3 à 5 % le plafond d'autofinancement des banques. Et avant la fin de l'année 2008, le budget du programme alimentaire mondial (organisation des Nations unies qui doit nourrir de façon urgente ceux qui se trouvent dans les camps de réfugiés, là où il y a une guerre civile, où aucune production n'est possible... 71 millions de personnes sont concernées par le programme alimentaire mondial aujourd'hui), ce budget s'est effondré de moitié et est passé de 6 milliards, en temps normal, à 3,2 milliards. Les pays industrialisés ne pouvaient plus financer et ne payaient plus leurs cotisations. Ce qui fait que, dans les camps de réfugiés (il y en a 17) au Darfour (Nyala, etc.), par exemple, ou dans les camps somaliens à la frontière kényane, aujourd'hui les Nations unies distribuent des rations journalières de 1 500 calories alors que l'Organisation mondiale de la santé dit que le minimum vital est de 2 200 calories par individu adulte par jour. Alors que les Nations unies, là où flotte le drapeau bleu horizon, normativement selon le droit international, ont l'obligation de maintenir en vie des personnes déplacées, des réfugiés, etc., elles distribuent des rations qui conduisent à la sous-alimentation, à la destruction, à la mort assez rapide des plus vulnérables, des enfants. Partout dans le monde, des repas scolaires ont été supprimés. Au Bangladesh, par exemple, un million d'enfants bénéficiaient du repas scolaire. C'était le seul repas convenable de la journée. La fermeture de l'école pendant les vacances était la terreur des familles et signifiait la faim. Aujourd'hui, il n'y a plus de repas scolaires au Bangladesh !

## Où est l'espoir ?

La France est une démocratie. La plupart des pays européens le sont ; les droits fondamentaux existent. Il n'y a pas d'impuissance en démocratie. Toutes les causes que j'ai données, les mécanismes meurtriers qui détruisent des millions et des millions de gens, 13,5 millions par an sur cette planète par manque de nourriture, sont en fait de même ordre. Ils ne viennent d'aucune raison objective, au sens de Marx, « objectivement »... de « manque objectif ». Ils sont donc réversibles. Demain matin, si nous nous organisons, si nous nous mobilisons, nous pouvons imposer aux commissaires de Bruxelles de mettre fin immédiatement au *dumping* agricole. Toutes les bourses, Paris, Francfort, Londres, etc., fonctionnent sous la loi nationale : il y a une normativité na-

tionale qui dit ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire... On peut changer cette loi et exclure les comptes à terme, la spéculation sur les aliments de base; nous pouvons interdire la fabrication d'agrocarburants source de destruction de nourriture. D'autres méthodes existent mais elles sont plus coûteuses et donc, du point de vue capitaliste, beaucoup moins intéressantes. On peut utiliser les déchets agricoles, les déchets de bois, etc., des techniques différentes... mais elles n'ont pas la même rentabilité. Nous pouvons réduire, radicalement, la dette extérieure des 52 pays les plus pauvres pour permettre un investissement national agricole, etc. Certes, la monopolisation, la cartellisation dans le commerce agricole est pire que dans le commerce pétrolier. Cargill, par exemple, l'année dernière, a contrôlé 25,9% de tout le commerce de blé du monde!

Où est l'espoir? Il est dans l'évolution progressive des consciences. Emmanuel Kant a dit—et Mahatma Gandhi l'a repris: «L'inhumanité qu'on inflige à autrui détruit l'humanité en moi.». Il naît un nouveau sujet historique qui est la société civile, la fraternité de la rue. Lors du forum social mondial à Dakar, on note la participation de 8 000 organisations, Via campesina, Greenpeace, Movimiento de los sin tierra. Pour Karl Marx: «le révolutionnaire doit être capable d'entendre pousser l'herbe». Malgré toutes les stratégies d'appareil, il y a cette herbe qui pousse.

Je citerai pour finir le *Canto general* de Pablo Neruda qui s'achève par cet ultime vers: «*Podrán cortar todas las flores pero jamás no detendrán la primavera*». Eux, nos ennemis, peuvent couper toutes les fleurs mais jamais ils ne seront maîtres du printemps.